

JOURNAL DE S^T-PÉTERSBOURG

POLITIQUE, LITTÉRAIRE, COMMERCIAL ET INDUSTRIEL.

ADMINISTRATION. — REDACTION.
Tout ce qui concerne l'administration ou la rédaction du journal doit être adressé au bureau de la rédaction, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, maison Duxau, n° 10.
Toute communication destinée à l'insertion doit être signée et accompagnée de l'adresse de l'expéditeur. — Les lettres non adressées sont refusées.
Nouvelles de l'intérieur sont prises d'accompagnement tous les jours les lettres qu'il s'adressent à notre administration de la dernière bande d'envoi du journal.
PRIX DES ANNONCES A S^T-PÉTERSBOURG.
ANGLAISES ET AFFICHES 10 cop. la ligne.
RECLAMES 25
FAITS DIVERS 75

S'adresser à St-Petersbourg, au bureau spécial du Journal, lib. de la Cour Impériale, pont de Police, n° de l'église hollandaise, et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15, à Moscou, chez GAUTIER, libraire, Pont des Marchaux; H. LANGWEITZ, bureau d'annonces à Biege; H. LACHMANN, ci-devant N. KYMMEL, libraire à Kiev; R. ULMANN et C^o, bureau de commissions à Ekaterinof; K. F. BOUDRIKOWICZ, libraire à Jitomir, et G. BAERENSTAMM, libraire à Tiflis; à Paris, à l'Office de Publicité Russe, Chaussée d'Antin, 28; à Londres, chez DELIZY, Davies et C^o, 1, Cecil street, Strand, W. C.; à Berlin, Rud. Mosse, Grosse Friedrichstr., n° 66; à Hambourg, chez HAASENSTEIN et VOGLER.

PRIX D'ABONNEMENT A S^T-PÉTERSBOURG.
RUSSE (S^T-PÉTERSBOURG) 2 r. 50 k. 50 l. 10 r.
ÉTATS DE L'UNION POSTALE ALLEMANDE 2 50 7 12 25 32
BELGIQUE, SUISSE, HOLLANDE, ITALIE 2 50 7 12 25 32
FRANCE, DANEMARK, ANGLETERRE ET ROUMANIE 3 25 9 25 16
SUÈDE, ESPAGNE, PORTUGAL, GRÈCE ET ÉGYPTE 3 25 9 25 16
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE 3 75 10 50 19

CONDITIONS D'ABONNEMENT.
Les abonnements d'un an ne peuvent être pris que de 1^{er} janvier.
Les abonnements datent du 1^{er} au 31^{er} de leur durée et ne peuvent pas dépasser 31 mois.
Abonnements pour St-Petersbourg: au bureau spécial, lib. de la Cour Impériale, au pont de Police et à l'Administration du Journal, Maximilianovsky (ancien Gloukhof) péroukoff, 15.
Abonnements pour l'intérieur: adresser les lettres au Bureau spécial du Journal de St-Petersbourg, Maximilianovsky péroukoff, n° 15 et à Moscou, chez Gautier, Pont des Marchaux. Joindre à la demande d'abonnement la dernière bande d'envoi du journal. Prière de faire les appoints de prix d'abonnement soit en argent soit en timbres-poste de 4 cop. et au-dessus.
Abonnements pour l'étranger: adresser les lettres à l'Administration du Journal, Maximilianovsky péroukoff, 15. Joindre le prix de l'abonnement soit en argent, soit en un mandat sur une Banque de St-Petersbourg.

PARTIE NON OFFICIELLE.

SAINT-PÉTERSBOURG, 22 janvier.

En lisant les nombreux articles publiés par la presse anglaise sur l'Asie centrale, on est stupéfait de voir l'ignorance absolue manifestée par la plupart de ces journaux, quant aux questions qui peuvent ou ne peuvent pas faire l'objet de négociations régulières entre des gouvernements qui se respectent.

C'est ainsi que ces journaux font intervenir dans cette discussion les questions de Khiva, de l'Attrek, du Khorassan, de la Perse, etc., qui n'ont absolument aucun rapport avec l'objet des pourparlers entre les cabinets de Londres et de St-Petersbourg.

Le gouvernement anglais ne peut pas plus avoir la pensée de prescrire au gouvernement russe ce qu'il doit ou ne doit pas faire en Asie, que le gouvernement russe n'a l'idée d'interdire au gouvernement des Indes telles ou telles mesures que celui-ci a cru devoir adopter dans l'intérêt de sa sécurité et de sa tranquillité à l'égard de voisins sauvages et turbulents.

Est-ce qu'on a jamais songé à St-Petersbourg à protester contre les agrandissements successifs qui ont amené l'Angleterre à fonder l'immense empire des Indes? Est-ce que les annexions qui plus récemment ont réuni à cet empire l'Onde, le Népal, le Penjab, le Cachmyr et la province de Peshawar ont jamais rencontré la moindre opposition de la part de la Russie?

C'est ce que le gouvernement anglais a parfaitement compris en observant une entière réserve à l'égard des événements successifs qui ont amené la Russie à prendre possession de Tachkent et de Samarcande. — La Russie use du même droit de défense personnelle dont la Grande-Bretagne a usé aux Indes, et assurément l'idée de lui le lui contester ne peut entrer dans aucun esprit sensé.

Elle fait usage du même droit en châtiant les brigands du Khiva, et en les forçant à respecter les relations de voisinage. Il est donc parfaitement absurde de supposer que ces questions puissent être l'objet de pourparlers diplomatiques quelconques entre les cabinets.

Quant aux questions de l'Attrek, du Khorassan et de la Perse, qu'y mêle la presse anglaise, il y a là une distinction à faire. Les gouvernements de Russie et d'Angleterre sont convenus entre eux de respecter l'intégrité du territoire persan. Si l'un d'eux venait à violer cette intégrité, il y aurait assurément lieu à des représentations de la part de l'autre. Mais rien de semblable n'existe, ni dans les intentions des deux gouvernements ni dans leurs actes. Le Khorassan n'est ni attaqué ni occupé ni menacé par la Russie. Quant aux déserts situés au nord de l'Attrek, même le savant Vambéry, qui n'est pas suspect de partialité pour la Russie, constate que le gouvernement persan n'y a jamais exercé les droits de souveraineté. C'est un terrain vague. La Perse et son intégrité ne sont donc nullement mises en question par les reconnaissances militaires entreprises par la Russie dans ces steppes arides afin de réprimer les pillards turcomans qui les habitent et de les faire renoncer à leurs habitudes de brigandage, bien plus nuisibles encore aux populations des provinces persanes voisines qu'à celles de la Russie. Il y a déjà de longues années que le gouvernement russe accomplit cette mission civilisatrice sur la Caspienne, où il fait la chasse aux pirates turcomans qui ravageaient de temps immémorial les

côtes persanes du Mazanderan et du Gilan. Il rendrait un immense service à ces provinces en les débarrassant aussi sur terre du voisinage de ces brigands.

Par conséquent la presse anglaise en est pour ses frais d'imagination, et quant aux erreurs géographiques du *Morning-Post*, qui place par exemple Boudjoud sur les bords de l'Attrek, nous nous bornons à les déferer au jugement de la savante Société géographique de Londres. En fait il n'y a aucune négociation entre l'Angleterre et la Russie relativement à la Perse. L'ancien accord des deux puissances subsiste tout entier. Il n'a pas seulement pour but le respect mutuel de l'intégrité du territoire persan. Il va plus loin. Il s'est établi un concert entre les deux cabinets pour aider la Perse à régler ses démêlés de frontière avec la Turquie. C'est par les soins combinés de commissaires topographes délégués par les deux gouvernements qu'a été dressée la carte de délimitation. Un pareil accord est tout conforme aux intérêts des deux cabinets pour ne pas être solide et durable.

Il reste donc la question de l'Asie centrale proprement dite.

Là les deux gouvernements, tout en conservant tous deux et en respectant mutuellement leur pleine liberté d'action, ont été amenés à désirer une entente réciproque afin de consolider leurs bonnes relations en préservant autant que possible ces contrées de désordres qui pourraient les engager malgré eux et finir par les mettre en conflit.

En effet, on ne saurait assez le répéter, c'est moins contre eux-mêmes qu'ils doivent chercher des garanties de sécurité et de repos, que contre les Russes, les convoitises et les rivalités des petits princes asiatiques qui sont naturellement disposés à exploiter, dans l'intérêt de leur ambition et de leur cupidité, l'espèce d'antagonisme qui pourrait s'élever entre les deux grands empires qui les enserrant des deux côtés. C'est là surtout que réside le danger d'une collision possible.

La prévoyance des deux cabinets s'en est préoccupée.

Ils ont tous deux une influence civilisatrice à exercer dans l'Asie centrale et dans ce but ils peuvent se prêter un mutuel concours. Mais pour cela il était essentiel de tracer d'un commun accord la limite naturelle où cette influence aurait à s'exercer respectivement en vue de la paix et du repos de ces contrées.

C'est sur ce point qu'ont porté les négociations entamées depuis trois ans. Elles ont été poursuivies amicalement. Nous croyons qu'elles ont abouti à une entente complète.

On se demande donc avec quelque surprise le but des excitations de la presse anglaise et de la singulière confusion qu'elle fait des points en discussion.

Si c'est une manœuvre de partis, nous n'avons pas à nous occuper de ces débats intérieurs.

Si c'est une simple satisfaction d'amour-propre que ces journaux veulent se donner en prétendant forcer le gouvernement russe à la modération, laissons-leur ce plaisir quelconque peu pueril. Le gouvernement russe n'en fera ni plus ni moins. Il continuera à suivre ce que lui prescrivent ses propres intérêts, et comme ces intérêts lui recommandent une politique de modération et de paix en Asie comme en Europe, sa politique restera pacifique et modérée.

S. Exc. l'aide de camp général Kauffmann, gouverneur général du Turkestan, est parti de

St-Petersbourg pour Tachkent, samedi passé, 20 janvier, par le chemin de fer Nicolas. (Voiz.)

— On écrit de Cronstadt à la *Voiz* que le tribunal maritime du port de Cronstadt a jugé le 19 janvier le procès relatif au naufrage du monitor *Lava*, qui avait eu lieu en été 1872 sur les côtes de Finlande, à la hauteur de la station de pilotes de Kanni-Sari. Le tribunal a acquitté le commandant du monitor, M. le capitaine de frégate Stépanov, en reconnaissant que la faute du sinistre devait être attribuée à la négligence de la station de pilotes, qui n'avait point pris les mesures de précaution servant à indiquer le chenal.

— Dimanche 21 janvier ont eu lieu les premières courses de trotteurs sur la Néva. Ces courses avaient été fixées pour le 7 janvier, mais le mauvais état de la glace ne permettant pas d'établir l'hippodrome, la Société des courses avait été obligée de retarder l'ouverture de ces intéressantes épreuves du sport national.

Les trois prix offerts par la direction générale des haras ont été courus dans l'ordre suivant:

1. Juments nées en 1868: un cheval arrivé premier un objet d'art de la valeur de 150 roubles et 275 roubles en argent, au second un objet d'art de la valeur de 100 roubles. La course (3 vertes) a été gagnée par *Atleka*, jument grise appartenant au comte Vorontzov-Dachkoff, née dans son propre haras (par *Dobrodel* et *Zamena*) qui a franchi les 3 vertes en 5 minutes 57 secondes.

2. Etalons nés en 1868: un cheval arrivé premier un objet d'art de la valeur de 150 roubles et 275 roubles en argent, au second un objet d'art de la valeur de 100 roubles.

Pavline (par *Khozayev* et *Zadornaya*) au prince Viassensky, née dans son propre haras, a reçu le 1^{er} prix après deux épreuves en franchissant la distance de 3 vertes en 6 m. 7 sec. *Nadynje* (par *Nariady* et *Oupriamaya*) à M. Wachtar a obtenu le second prix en 6 m. 11 secondes.

3. Etalons et juments nés en 1867 et chevaux plus âgés: un cheval arrivé premier, un objet d'art de la valeur de 150 roubles et 250 roubles en argent; au second un objet de la valeur de 150 roubles. Distance 3 vertes.

Grosny (par *Jelsny* et *Voroka*) du haras de Koutchénev, appartenant au prince Obolensky, est arrivé premier après 3 épreuves en 5 min. 56 secondes et a obtenu le premier prix; *Pitel*, par *Pétouchkov* et *Zamena*, appartenant au comte Vorontzov-Dachkoff, de son propre haras, est arrivé second en 6 m. 4 secondes.

La prochaine course aura lieu dimanche prochain, 28 janvier.

THÉÂTRE FRANÇAIS. — *Les vicissitudes du capitaine Tic*, comédie en trois actes (Labiche et Martin); — *Le serment d'Horace*, comédie en un acte. (H. Murger).

Les théâtres parisiens ne sont pas très riches cette année, à ce qu'il paraît, en productions dramatiques propres à être transportées avec succès sur notre scène. Léon Laya, l'heureux auteur du *Duc Job*, s'est tenu en nous léguant la *Gaule du loup*, comme le peintre Léopold Robert en nous léguant les *Pêcheurs de l'Adriatique*, mais le poète n'a pas été aussi bien inspiré que le peintre à sa dernière heure, et la *Gaule du loup* n'a dû une partie de son succès qu'au suicide de l'auteur; la *Femme de Claude*, à en croire les critiques parisiens, unanimement fâchés, est une sorte de monstruosité qui ne semble pas de nature à charmer notre public; quant aux *Erinnyes*, les habitants petersbourgeois désolés évidemment après le premier acte. Forcé est donc de revenir aux pièces d'autrefois; nous ne nous en plaignons pas: mieux vaut un chef-d'œuvre ancien, ou, à défaut de chef-d'œuvre, toujours très rares, quelques œuvres heureusement venues, qu'un peu de stérilité excentricité nées d'hier, et qu'on rougira demain d'avoir applaudies. Nous accueillons donc avec plaisir la pensée de reprendre *Lady Tartuffe*, de M^{me} de Girardin, qui fut un des triomphes de Rachel, et qui sera

aussi un de ceux de M^{me} Pasca, nous l'espérons, et *Mademoiselle de Belle-Isle*, une des plus heureuses inspirations et des moins vieilles de cet enfant prodige de tant d'esprit et de verve, qui de son vivant s'appelaient Alexandre Dumas père.

Les deux pièces que le théâtre Michel nous a données la semaine dernière: les *Vicissitudes du capitaine Tic*, le *Serment d'Horace*, ne sont pas non plus des nouveautés; elles ont une dizaine d'années de date, mais elles n'en sont pas plus mauvaises pour cela. Ce sont des ouvrages sans prétention, mais non pas sans gaieté; des farces, il est vrai, mais des farces spirituelles par les détails, la seconde surtout; si les personnages sont, pour la plupart, des types convenus, au moins ces types sont placés dans des situations comiques qui leur permettent de développer leur esprit et de se mettre en relief. A défaut d'originalité, ces comédies ont un mérite réel, la gaieté est franche et exempte de grimaces; on rit, d'un bout à l'autre, du meilleur cœur du monde sans se reprocher sa gaieté.

Le capitaine Tic revient de la Chine; il a assisté à la prise de Pékin, et abattu l'oreille à un Chinois; on l'a mis à l'honneur du jour pour cet exploit, mais un de ses camarades qui a abattu l'autre appareil auditif externe du sinistère Chinois n'a pas obtenu le même honneur; Tic réclame pour son camarade, on « l'envoie promener ». Suivant sa location aussi expressive que peu distinguée, il rend la parole à l'armée, et rentre dans sa famille, où il est accueilli avec enthousiasme, par sa tante d'abord et puis par sa jolie cousine qu'il a laissée petite fille et que voilà en âge d'être mariée. Lucile, en effet, a déjà, sinon un promis, au moins un prétendant, Célestin Magis, un statisticien, un homme sérieux, à qui suit à point nommé combien de veuves ont passé sur le pont Neuf pendant le dernier mois, et beaucoup d'autres choses d'une application tout aussi utile. M. Célestin Magis rappelle M. Diafoirus, fils du *Malade imaginaire*, mais il est moins amusant, parce que quelques-unes des choses qu'il débite sont réellement intéressantes; le rôle est donc bien plus comique si, au lieu d'être un savant pédant mais convaincu, Magis n'était qu'un personnage frivole et ignorant, singeant le savant pour se faire valoir, et ne cherchant dans les grands mots dont il se pare qu'un moyen de faire des dupes; ce dernier rôle n'a pas été encore mis au théâtre, que nous sachions, et il pourrait fournir des scènes fort plaisantes, aujourd'hui que la science n'est plus un monopole, et à pénétré dans toutes les classes.

Si Célestin Magis rappelle Diafoirus, son protecteur, M. Desambois rappelle le Don Basile, de *Figaro*. Il reçoit les coups de pied sans paraître s'en apercevoir, mais il se venge par des calomnies. Au dernier acte, sachant que Lucile se brûlerait avec son cousin si celui-ci ne s'acharne encore, il s'acharne après lui pour l'exaspérer sans en avoir l'air; mais il en est pour ses frais; Tic lutte héroïquement, et finit par l'emporter; le statisticien est congédié, et le capitaine épouse sa cousine malgré, ou peut-être à cause de ses vicissitudes, qui contrastent avec les allures glacées de son rival.

Cette comédie est représentée au théâtre Michel avec un entrain désopilant. Le capitaine Tic, c'est M. Dupuis; la gentille Lucile, c'est M^{me} Lagrange; c'est dire assez que ces deux rôles sont joués avec un naturel parfait, et une vivacité charmante. Nous n'ions pas le brossier Bernard, si heureux d'avoir reçu de son capitaine une correction un peu vive, puisque celui-ci a bien voulu à la suite lui accorder la faveur d'une réparation à coups de sabre. On sait que M. Paul Devaux excelle à reproduire ce type du tromper dévoué, naïf et aussi chatouilleux sur le point d'honneur que peu versé dans l'orthographe. M^{me} Paul-Ernest est d'un naturel parfait dans le rôle de la tante aussi tendre pour son neveu que disposée à se

laisser éblouir par les beaux discours de Magis. M. Pechena donne une figure très originale et très amusante au rôle du pharmacien calomnieux. Ajoutons que M. Diennonné, qui, en dehors de ses rôles de gandin, n'est ordinairement que suffisant, rend d'une manière très comique et sans charge le personnage du jeune statisticien.

L'« Horace » qui fait un serment dans la comédie de Murger n'est pas ce personnage de Cornille qui jure de mourir ou de revenir victorieux et qui revient victorieux; ce n'est pas davantage le poète Horace rencontrant Lydie ou Lalage, qu'il a juré de fuir, et se rengorgeant de plus belle jusqu'à nouvel ordre. L'Horace de Murger est un simple désœuvré qui s'ennuie; il se sent capable de mieux, mais il n'a pas le courage de sortir de cette vie de désœuvrement. On lui change un jour son paletot, dans celui qu'on lui donne en échange un vestiaire, il trouve des tablettes dans lesquelles le propriétaire a inscrit, heure par heure, ce qu'il compte faire le lendemain; Horace se jure de suivre, coûte que coûte, ce programme fait pour un autre; parmi ces projets, il y a celui de demander la main d'une jolie veuve brésilienne en passage à Paris, et Horace fait la demande à la veuve, qui s'étonne, mais qui ne se offense pas trop vivement. Cette Brésilienne a un oncle, Brésilien comme elle, mais plus noir, qui s'est enrichi à faire la traite des nègres; il est venu à Paris pour s'amuser; par malheur, quand il va au café, il se querelle, il jette les porcelaines à la tête de son interlocuteur, brise les glaces et les devantures, et comme on met les dégâts sur la carte, il trouve que la vie est décidément trop chère en France. Il commence par malmenner Horace, mais celui-ci ne cédant pas, il prend le parti de céder lui-même et la jolie veuve épouse le désœuvré, qui se promet de prendre une occupation. Quant à l'oncle, il retourne au Brésil, décidé à reprendre son commerce pour se désennuyer.

Cette pièce n'est pas moins vivement enlevée que la précédente. M. Lagrange redonne presque un adolescent dans le rôle d'Horace, et l'entrain, la gaieté qu'il y met font regretter qu'il n'ait pas plus souvent à reproduire des personnages de ce genre. M. Nertann, qui est un acteur de mérite, mais rarement à sa place, est excellent dans le rôle du Brésilien.

Somme toute, ces deux comédies sont d'une gaieté communicative, d'un comique qui, bien qu'un peu entré, n'en est pas moins pris sur nature; elles sont jouées avec un ensemble auquel nos artistes n'arrivent pas toujours pour des ouvrages nouveaux, par la raison toute simple que le temps leur manque pour se préparer — et nous espérons bien les voir de temps à autre reparaitre toutes deux sur l'affiche avant la fin de la saison. J. F.

NOUVELLES DE L'EXTÉRIEUR.

Ainsi qu'il résulte du compte-rendu que nous avons publié dans notre numéro d'hier et de celui qu'on trouvera plus loin, la Chambre des Députés de Prusse a discuté jeudi et vendredi derniers les modifications à deux articles de la Constitution devant permettre à l'Etat d'exercer vis-à-vis des Eglises le droit de haute surveillance que les événements de ces dernières années lui font une nécessité de ne pas abandonner. Nous renvoyons aux discours qui ont été prononcés de part et d'autre et nous nous bornerons à constater ici que les deux articles ont été adoptés en deuxième lecture, dans la séance du 31 janvier, avec la majorité des deux tiers requise pour les votes qui impliquent une modification de la Constitution.

La séance du 30 janvier de l'Assemblée

savoir est plus grande que celle de l'invention musicale. Nous parlons des généralités des ressources techniques de M. Rimski-Korsakow; le compositeur procède de lui-même et avec originalité. Nous en exceptons le procédé de Wagner (*code de l'ouverture du Tannhäuser*) de répéter la même phrase un nombre infini de fois. M. Rimski-Korsakow répète 56 fois dans le prélude-ouverture la figure de triole de 4 notes, qui est *thématique* du tout l'ouvrage, mais n'en a pas plus d'intérêt pour cela. Ne fait pas de *thématisation* qui en fait trop et sans intérêt pour le thème! Dans le second prélude, la même figure à l'octave est répétée 39 fois de suite, 6 fois dans chaque mesure! C'est du wagnériisme pur; c'en est même un paroxysme! c'est viser l'ouïe et non plus l'oreille, moins encore l'idée! Le prélude-ouverture ne repose seulement pas sur un motif mais sur une simple figure (6 notes) propre au style d'imitation (*intrinseque*) qui est le fort de M. Rimski-Korsakow. Cette figure et l'aïlleur de motif ou triole mentionné défrayent l'ouverture! Ce long et fatigant morceau (si mineur et majeur, 259 mesures) fait trop de bruit pour rien et dans l'emploi des cuivres l'instrumentation rappelle Wagner. Le 3^e prélude sent tout quelconque chose de la promesse que le compositeur semblait avoir donnée dans de précédents morceaux symphoniques (*Antar*, *Sadko*) de doter la Russie d'un symphoniste de haut parage. Le court et beau morceau du 3^e prélude (mi-majeur, 43 mesures) peint bien le calme relatif rétabli dans la ville de Pskow tant menacée, et le pieux pèlerinage de ses habitants au monastère des Petcherski.

Le caractère de l'harmonie de l'auteur de la *Pskovitaine*, cette pierre de touche d'un compositeur, est d'être en dissonances comme les maîtres écrivains, généralement parlant, en consonances. Ce n'est point un défaut. Les accords de M. Rimski-Korsakow sont abondamment accompagnés de secondes mineures. Nous aimons à le constater, comme un mérite. L'intervalle de la seconde est essentiellement un intervalle créateur. Trop fréquemment employé, converti en habitude, cet intervalle devient nécessairement une manière et n'est plus du domaine de l'idée musicale. C'est le cas de la *Pskovitaine*. Loin d'avoir été choqués des dissonances presque constantes du compositeur, nous y avons plutôt trouvé un intérêt, les résolutions étant généralement belles et souvent géniales (*ellipses*). Témoin la scène où le prince Viasmski amène le boyard Matuta devant le Tsar. Ce morceau intéressant, que nous appelons volontiers une émancipation des altos de l'orchestre, est tout le caractère chromatique de l'auteur.

La dame qui a daigné prendre notre place, en parlant de la *Pskovitaine* dans les colonnes du journal il y a quelques jours a été choquée par les dissonances de l'œuvre, qu'elle appelle *discordances*. Elle revendique à son sexe une oreille plus fine. Il y a deux oreilles, l'oreille au physique, qui distinguera une note donnée de sa *langue*, et l'oreille qui fera la part d'un ut dièze et d'un ré bémol dans « l'harmonie ». C'est cette oreille qui nous semble être la bonne. Avec l'oreille au physique on arriverait pendant l'audition de la symphonie avec chœurs de Beetho-

OPÉRA RUSSE.

La *Pskovitaine*, opéra en 4 actes et 6 tableaux, musique de M. N. Rimski-Korsakow; sujet tiré du drame de L. Mey.

On s'abuserait en prenant l'œuvre de M. Rimski-Korsakow pour un opéra ou même pour un ouvrage ressemblant à ce qu'on appelle « opéra » jusqu'à la prétendue réforme de l'espèce par Wagner. La *Pskovitaine* est un spectacle à part, sui generis, très-originalement instructif sur l'histoire de la Russie, intéressant quant au sujet et attachant par la perfection avec laquelle il est représenté.

On se rappelle que Wagner a cru pouvoir remplacer le style mélodique par une prétendue fusion de la parole et de la musique, et créer ce qu'il a appelé dans ses écrits le « drame musical », sans le réaliser dans ses partitions. Chez nous, le wagnérisme a produit l'*Influence hostile* de Sérov, l'*Hôte de pierre* de Dargomyzsky, la *Pskovitaine*, en d'autres termes, autant de *réfutations* en un certain nombre d'actes, sous le nom d'opéra.

Loin de nous de blâmer l'innovation, nous constatons et nous distinguons.

La *Pskovitaine* n'est pas un opéra, mais un récitatif en 4 actes qui n'est plus doublé, comme le sont les partitions de Wagner, de morceaux de musique, proprement dits. L'ouvrage n'appartient pas à l'art musical à titre de musique, mais seulement au titre des procédés qui y sont employés, comme l'harmonie, le rythme, l'action orchestrale.

Le récitatif de jadis était un *hors-d'œuvre* dans l'opéra, qui rendait les entrées plus savoureuses. Le récitatif d'aujourd'hui est tout le menu depuis le commencement et jusqu'à la fin. Les chœurs du 2^e acte de la *Pskovitaine*, d'un effet si saisissant, si dramatique, ne sont point des chœurs proprement dits, ou des morceaux de musique chorale; ces chœurs, comme tous les autres de l'ouvrage, sont des « récitatifs tutti » qu'on nous passe ce nom nouveau pour une espèce nouvelle.

Le duo du couple amoureux appartient à peine au style mélodique, la cantilène disparaissant dans le flot récitatif aussitôt que commencé. Ce duo (1^{er} acte) repose sur le motif d'*Askold* de Verstovski (Biers atrept, *Atreptov*) lequel a pour base une chanson nationale russe. Le duo présente seulement le motif sans petites notes et dans un mouvement ralenti. La ballade même du 1^{er} acte est déclamée, et dans un ton archaïque encore (*modo colico*) elle n'est pas chantée. C'était cependant le cas on jamais.

Serait-ce à dire que l'ouvrage en est moins méritoire, qu'il était plus facile à produire? Certes non. M. Rimski-Korsakow est un musicien consommé dans les procédés techniques, un maître, enfin. Si le compositeur se fût abandonné à son inspiration, aidée de son grand savoir, s'il n'avait pas suivi un système préconçu, obéi à une consigne, il eût sans doute produit un opéra — que nous avons cherché dans son œuvre sans le trouver. Il faudrait par contre être aveugle pour ne pas y reconnaître une entreprise sérieuse conçue dans l'idée de créer un nouveau genre de spectacle, accompagné de

musique. Wagner en est le point de départ, mais il n'en est pas le prototype constant. Wagner ne se prive pas à ce point des ressources du style mélodique, il sacrifie moins le musicien, il connaît le « morceau de musique », il le connaît de loin, il est vrai, mais ils n'en sont pas moins bonnes connaissances.

Le style récitatif pur et simple, ascétique de M. Rimski-Korsakow, présente l'inconvénient d'être condamné de sa nature à une monotonie aussi désespérante pour le compositeur que pour le public. Comment, en effet, déclamer musicalement les paroles d'un libretto, sinon sur une même note à peine variable par le rythme? Les paroles resteraient inintelligibles. M. Rimski-Korsakow emploie 22 et 25 mi (mêmes valeurs rythmiques) pour faire lire au Tsar Jean le Terrible deux lignes de son bréviaire! Que Jean emploie la lecture ou le récitatif, la même note est répétée en moyenne huit à dix fois. Voilà où conduit un système! Que devient avec cela la musique, et une musique d'opéra encore? Elle devient la *litanie* comme elle est pratiquée entre le prêtre devant l'autel et la communauté dans l'Eglise catholique et évangélique. La *litanie* est évidemment plutôt marmottée que chantée. Elle rehausse la signification de la parole en lui donnant de l'ampleur. Personne cependant ne prétendra que la *litanie* appartienne à la musique. Elle appartient à un de ses procédés, elle appartient relativement au rythme.

Wagner n'a pas la monotonie du style récitatif de M. Rimski-Korsakow. C'est ce qui distingue de dernier de l'initiateur du genre.

Le second inconvénient de ce système et de ce style, c'est de ne pouvoir présenter d'autre intérêt que le sujet du drame, exprimé par le libretto. Ce sujet connu du public — et il l'est en une fois — l'intérêt est épuisé. Il en est tout autrement dans un opéra. Là régnent un intérêt musical qui survit à l'idée du sujet. Là on vient trouver la traduction en musique — langage infini — d'un texte limité à la parole; occupation de l'esprit idéale, digne d'un art aussi idéal que la musique.

Pourquoi sans cette circonstance se presserait-on comme on le fait aux représentations du *Don Juan* de Mozart; pour ne citer qu'un exemple? — Le sujet en est cependant suffisamment connu depuis 85 ans!

Les jours de *récitatif-drame* (nous proposons ce nom) sont au contraire comptés, puisqu'ils sont liés au seul intérêt du drame qu'ils ont la prétention d'exprimer. On aura toujours des compositeurs de récitatifs, mais on n'aura pas toujours un public, faute d'intérêt à lui inspirer. On prendra cet intérêt? Dans le sujet? Le sujet gagnerait-il à être accompagné de récitatifs qui embarrassent l'action, sans l'expliquer, et cela sans que la musique devienne quelque chose par elle-même?

Le récitatif accompagné étant le principe de la *Pskovitaine*, nous dirons, quant à détails, que les rythmes intrigués (3/2, 5/4, 6/4); les tonalités à hautes doses de *dièses* et de *bémols*; les modulations fréquentes (tous jours de main de maître) — le style *chromatique* de l'auteur, en un mot, nous ont rappelé le « faire » de Spohr, compositeur consommé, célèbre, mais chez lequel la part du fait et du

cette lettre, la commission en cite une partie, elle devait la citer exactement et ne pas l'altérer en la tronquant. (Ah ! Ah ! l'altération est dans les mots et dans le sens. En parlant de gens qui me gardaient à vue, j'ai dit : « C'est l'Internationale de Lyon... qui n'aime pas la République et qui s'en vante ». Cette dernière phrase a été omise ; elle n'est pas indifférente, elle prouve que ce sont ceux qui n'étaient pas républicains, contre lesquels j'ai lutté, pendant cinq mois ont cherché à attenter à ma vie.

Votre rapport dépose contre votre assertion, que le conseil municipal était plus préoccupé de ses révoltes que de l'invasion ; j'ai souvent combattu ses idées avec énergie et obstination, mais je ne puis pas admettre que vous l'attaquiez ainsi.

Vous avez donc supprimé une phrase qui altère ma pensée. Vous vous étiez des prodigalités du conseil ; vous signalez une somme de 2,500 fr. qui a été distribuée aux hommes armés qui occupaient la préfecture et tenaient la ville à leur merci ; c'est bien peu de chose pour avoir évité les dangers que ces hommes pouvaient faire courir à la cité.

Vous avez dit qu'il n'y avait pas eu de justifications ; vous vous trompez, car il a été remis un dossier de notes, comptes, pièces diverses, à l'appui des dépenses : M. Grinard a produit un reçu lui donnant décharge de ces pièces ; M. Vallier et le receveur municipal attestent la sincérité des documents produits ; M. Vallier est adjoint au maire de Lyon, mais le receveur n'est pas un républicain, c'est un fonctionnaire scrupuleux. (Applaudissements à droite.) Ces applaudissements feront sourire les membres du conseil de Lyon ; pourquoi n'avez-vous pas consulté ce receveur ? Si vous l'avez fait, on eût sa réponse ? Vous vous méprenez même sur le paragraphe que vous citez, on ne dispense pas de justifications, on dit que la délibération en tiendrait lieu ; ce n'est donc pas le conseil municipal de Lyon qu'il faut accuser de légèreté, mais la commission.

J'arrive aux affaires spéciales de la préfecture ; en lisant le rapport, je vois que beaucoup de dépenses sont trouvées mauvaises, mais je ne vois pas toujours la raison du blâme, ni contre qui il est dirigé ; en outre, il y a une confusion avec d'autres affaires dont il faut le détacher ; je ne puis, sous peine de trop m'étendre, parler de toutes les affaires ; il en est d'ailleurs de tout à fait minimes. Vous parlez d'une somme de 140 francs payée à un sieur Grosbois ? Les pièces prouvent qu'elle l'a été contre mon ordre ; parlez-vous du comité de défense rurale ? s'il a été élevé des réclamations tardives, je n'y puis que faire. Parlez-vous des réquisitions de chemins de fer ? Les compagnies réclament 90,000 francs, mais on est le terme de comparaison, en quel temps y a-t-il eu plus de nécessité ou d'apparence de nécessité ? Il y a d'ailleurs à examiner ce qui revient dans ces dépenses à l'Etat, à la commune, au département.

Je distingue quelques affaires auxquelles la commission paraît attacher une certaine importance. Un sieur Valich a obtenu une commission de 3,000 sur une fourniture de sabres-batonnettes faite par M. Escoffier de Saint-Etienne ; la commission est choquée de ce que M. Escoffier ait vendu à d'autres qu'à l'Etat, et de ce que j'ai payé une commission à un intermédiaire dans un marché conclu avec le directeur d'une manufacture de l'Etat ; or, M. Escoffier possède des ateliers particuliers, et M. Valich a fait de longues recherches pour trouver ces sabres ; donc rien de plus simple.

J'arrive à l'affaire Favier ; au 4 septembre, une partie de la garde nationale, celle qui fait les révolutions, était armée de chapeautes, l'autre partie n'était pas, et désirait avec passion être armée à son tour. Eh bien ! M. Favier m'est présenté, il dit connaître 8,000 fusils en Suisse, il offre des références, j'accepte ses offres, il reçoit 30,000 fr. à titre de garantie pour les vendeurs. J'apprends que Favier ne s'occupait pas de cet achat, je réclame les 30,000 fr., puis je fais arrêter Favier à Genève. J'obtiens la restitution de 16,000 fr., je prends hypothèque pour le reste sur les biens de Favier ; les intérêts de l'Etat étaient sauvegardés autant que possible. (Exclamations.) J'ai la hardiesse d'affirmer qu'il n'y avait rien de mieux à faire.

Passons à une troisième affaire, l'affaire Sparre ; Sparre est un fabricant de cartouches, un ingénieur suédois, un habile, un trop habile homme. Deux marchés ont été faits avec lui, l'un par le conseil municipal ; au commencement de novembre, Sparre me présente une cartouche de son invention pour fusils Remington ; je la soumets à des hommes compétents, elle est trouvée bonne, mais je considère le marché qu'il propose comme onéreux, je le repousse. Mais le temps se passe, les cartouches manquent, je recommence les négociations et je finis par signer le traité, n'ayant pas le choix entre les deux alternatives qui se présentaient ; si Sparre n'a pas rempli ses engagements et si on met la loi de son côté, nous n'en sommes pas coupables.

L'organisation de la légion du Rhône a été la grosse dépense de la municipalité de Lyon. A ce propos, mensonges et sottises se sont propagés ; cette organisation a donné lieu de nombreux marchés ; vous les avez scrutés, qu'y avez-vous trouvé ? rien.

Il y a en des fournitures mauvaises, un fournisseur a été condamné ; dans les conditions des marchés, vous relevez ce fait que le vignemestre, Triboulet, était en même temps fournisseur ; cela est inexact, Triboulet ne s'est engagé qu'après avoir satisfait aux termes de son marché.

Cependant vous raillez les organisateurs des légions, c'étaient pourtant des officiers distingués, pas un d'eux qui ne fût un brave. Vous raillez M. Sans, ingénieur qui avait proposé une invention pour laquelle il avait obtenu une subvention du préfet, mais cette invention a été approuvée par le M. le général de Rivière ; elle a été signée comme excellente au gouvernement, par une dépêche envoyée par le président de la commission scientifique de la défense, M. Serret, de l'Institut.

La commission s'étend longuement sur les corps francs ; cela pourrait choquer bien des braves gens qui en ont fait partie ; quelque service qu'ils aient rendu, moi aussi je préfère les corps réguliers. Mais vous vous plaignez des faveurs que j'accorderais aux corps francs, vous ne dites que je les attirais à Lyon, que je les comblais au détriment des Lyonnais. J'ai donné beaucoup, c'est vrai, j'ai donné aux volontaires de l'égalité de Marseille et je m'en applaudis. Je pensais d'abord que la présence des corps francs était chose mauvaise à Lyon, quand je voyais arriver des volontaires manquant de tout, j'ai donné sans penser qu'on m'en demanderait compte deux ans après. (Applaudissements à gauche.)

Au mois de janvier, un matin, on m'annonça qu'une révolte avait éclaté au camp de St-Thourey, je m'y rendis avec le général Crouzat. Vous y étiez, général Pellissier. Nous y trouvâmes nos ligards dénués de tout, grelottant sous la bise glaciale, ils ne voulaient pas partir, ils partaient cependant sur de simples promesses ; si j'avais eu des équipements, je leur en aurais donné, au risque d'en courir aujourd'hui vos reproches.

Il est encore un fait, cette dépense de journal que vous relevez : on a vu des préfets subventionner en secret des journaux ; mais un

préfet qui fait un journal publiquement, c'est anormal, mais ce qui est plus anormal, c'est d'être chargé de maintenir l'ordre dans un département sans aucun des moyens nécessaires. (Exclamations.)

M. DE GAVARDIE. — Vous avez fait le désordre !

M. CHALLEMEL-LACOUR. Pour me faire tolérer je n'avais que des moyens de persuasion, j'en ai usé ; les journaux de Paris, l'Officiel manquaient, j'ai donné des dépêches authentiques, j'ai fait faire des articles de nature à rétablir le calme, à prouver que la république doit être un gouvernement d'ordre. Anssi que l'Officiel est revenu, j'ai cessé la publication de ce journal.

Je demande maintenant si les observations présentées par la commission donnent une idée exacte de ce qui s'est fait ? Il en ressort que l'intégrité des marchés est intacte. Vous avez émis dans votre rapport des insinuations, des duretés, vous avez lâché bride à votre passion. (Exclamations.) Il y a de des esprits qui croient que la passion justifie tout, qu'il est permis de déshonorer un adversaire. Mais je pense qu'il y a une limite, c'est la justice, et c'est un triste exemple que l'on donne à la nation que l'on veut moraliser. (Applaudissements à gauche.)

La préfecture en dehors de l'administration militaire a fourni 20,000 hommes, un corps d'artillerie, des chevaux, une école d'artilleurs, vous n'avez rien dit de tout cela ; je le dis, non pour moi, mais pour l'honneur du département du Rhône. (Exclamations.)

Il me reste quelques observations à vous présenter sur les marchés faits par le conseil municipal, je n'entrerai pas dans les détails qui seront donnés par l'honorable M. Ferrouillat. Je vous ai dit qu'à plusieurs reprises j'avais dit lutter contre ce conseil ; quand je me suis heurté à des partis pris j'ai donné mon approbation pour éviter des conflits, parce que l'accord extérieur des deux autorités importait à la paix publique.

Au surplus, quand je suis allé à Lyon j'ai bien pensé que le plus grand danger que j'y courrais, serait la responsabilité d'actes auxquels je serais resté étranger ; je ne m'émeus pas, pour ma part, des violences des partis, mais j'ai vu des hommes moins aguerris que moi se jeter en avant pour protéger la société et quand est venu pour eux le moment de recueillir le salaire accoutumé de ces sortes de services, la calomnie et l'outrage, je les ai vus faiblir ; je citerai les noms d'honnêtes citoyens. M. Gauguier, dont vous avez reçu la protestation indignée, M. Hénon, dont vous parlez dans des termes qui ont affligé ses amis et que vous rapprochez de l'Internationale, dans laquelle il ne comptait que des ennemis, quand au mois de septembre 1870, j'étais à la préfecture entouré de MM. Le Royer et Andrieux. M. Hénon parcourait la ville pour empêcher l'insurrection d'éclater. (Bravos à gauche.)

Quelle est la pensée, quel est le but de votre rapport ; c'est d'atteindre la démocratie lyonnaise, c'est-à-dire la majorité numérique du département ; vous en voulez au conseil municipal actuel ; vous l'assimilez à l'ancien conseil, vous confondez celui-ci avec le comité de salut public, c'est-à-dire l'Internationale.

Une voix. — Ce sont des mensonges.

M. CHALLEMEL-LACOUR. Vous pouvez constater l'expérience de ce conseil ; il était composé d'hommes honnêtes, mais qui n'étaient peut-être pas assez éclairés. Vous avez dit que le comité de salut public avait consenti aux élections parce qu'il se sentait le maître ; mais aucune allusion dans ces paroles.

Une voix. — Qu'il le dise.

M. le PRÉSIDENT. Si je pouvais le croire, je le réprimerais à l'instant même.

M. CHALLEMEL-LACOUR. Vous ne pouvez savoir quelle difficulté nous avons eu à chasser le comité, mais enfin nous y avons réussi.

Quant au conseil municipal, la commission n'a pu relever contre lui une malversation, une improbité, et pourtant voilà deux ans qu'ils sont pour cela en proie aux attaques de la meute des journalistes déshonorés. (Exclamations.)

On a reproché à ce conseil des expériences inopportunes ; on raille les inventions de Mirolawski essayées aux frais de la ville ; le rapport a une opinion sur ces inventions, moi je n'en ai pas, bien que j'aie refusé d'en faire l'expérience.

Le rapport reproche les achats de munitions et blâme le comité d'artillerie départementale parce que les pièces faites par ses soins sont de mauvaise qualité. Ce comité était pourtant composé d'hommes sérieux.

Quoi qu'il en soit, j'accorde que le conseil s'est laissé aller à des chimères, chimères que j'ai combattues ; mais j'ajoute que je plains ceux qui, pendant la guerre, ont eu la sagesse de s'accommoder de suite de la défaite. (Exclamations.) — Interruptions. — Bravos à gauche.

M. le PRÉSIDENT. Laissez l'orateur expliquer sa pensée.

M. CHALLEMEL-LACOUR. Ce que j'ai dit ne s'applique à personne dans cette Assemblée, mais il n'en est pas moins certain qu'il s'est rencontré un certain nombre de personnes qui, de bonne heure, ont considéré la cause comme perdue. (Nouvelles interruptions.)

M. le PRÉSIDENT. On doit laisser toute liberté aux orateurs, surtout quand ils sont dans la position de M. Challemlacour ; je le prie d'ailleurs, si ce n'est si maître de ses expressions, de ne pas donner à ses paroles une tournure qui puisse blesser quelques-uns de ses collègues, ce dont il n'a certainement pas l'intention.

M. CHALLEMEL-LACOUR. A Lyon, il m'a semblé que, presque jusqu'au bout, la majorité de la population a espéré même contre l'espérance. Le rapport de la commission ne tient pas suffisamment compte de la situation ; il parle bien des fautes financières commises, mais il est facile après deux ans de critiquer ce qui s'est fait dans un pareil moment.

Je suis obligé de m'en tenir à ces observations, mes forces me trahissent, je dirai cependant que je ne me suis pas séparé du conseil, pour deux raisons : d'abord, il s'associait à un mouvement d'idées contre lequel il aurait été difficile de lutter, ensuite il a été mon auxiliaire dans le maintien de l'ordre.

La commission se moque de la circonspection du préfet ; il est vrai que l'autorité ne possédait aucun moyen d'action, mais pourtant elle a été assez forte pour empêcher la guerre civile d'éclater.

Cette circonspection n'a pas toujours été si grande ; il y avait un comité composé de tout ce qu'il y avait de plus mauvais à Lyon ; ils étaient deux ou trois cents dans une maison, espèce de forteresse d'où ils terrifiaient la ville ; M. Baudy, conseiller municipal, qui avait été le sommier de se retirer, fut gardé prisonnier ; je trouvais que c'était trop ; mais le chef d'état-major de la garde nationale refusa d'obéir à mes ordres ; je dus demander à un docteur baillon conservateur de venir avec 500 hommes ; il m'obéit, mais refusa de me suivre quand il sut qu'il devait venir avec moi. Le 23 septembre, un bataillon conservateur se retira de

vant l'émeute, et il fallut l'arrivée d'un bataillon de la Croix-Rouge pour dégager la préfecture.

Je me suis associé aux efforts du conseil, mais ma politique ne consiste pas à rompre en visière avec les passions, mais à les manier, à les calmer ; la patience sera longtemps pour un préfet de Lyon la qualité la plus nécessaire.

M. le rapporteur ne s'est pas placé à ce point de vue ; après avoir rendu hommage au patriotisme de la population lyonnaise, il dénonce à la France la démocratie lyonnaise et le conseil municipal comme dignes de mépris.

C'est là une politique mauvaise, dangereuse ; on peint le Midi comme ayant été en proie à une sorte de délire démocratique, qui durerait encore. Prétendez-vous faire ainsi honneur à la France, raffermir l'unité politique et l'unité morale, regagner à de sages idées politiques ce parti violent qu'on semble prendre à tâche d'achever par des injures ?

L'Assemblée pourra bien approuver ses conclusions, mais elle ne pourra guère le mal que de semblables documents peuvent produire.

On m'a appelé dictateur improvisé, dictateur ; je ne sais improviser ; ni mes goûts ni mes études ne m'avaient préparé à ce rôle.

Une voix. — Il ne fallait pas accepter.

M. CHALLEMEL-LACOUR. A l'étranger, on mon grand amour de la dictature m'avait conduit en 1851, j'ai toujours prêté une attention passionnée aux destinées de la France, je n'étais pas préparé à être préfet ; mais quelque chose m'avait condamné à être préfet de passage dans une ville comme Lyon, c'est qu'ayant toujours appelé la liberté, je devais être prêt à en écarter les dangers, c'est qu'ayant toujours appelé la république, je devais la protéger contre les emportements qui pouvaient la menacer ; aussi quand le soir de la révolution du 4 septembre, que j'avais prévue et redoutée, car je savais que ce vingt ans de despotisme appellent de dangers sur un pays, quand le soir, on me dit : Allez à Lyon comme préfet, la ville est épouvantée de ce qui m'y attendait, de ce qui m'attendait après que j'en serais sorti.

Vous allez juger une de ces dictatures improvisées. Vous allez rendre un jugement que j'attendais depuis deux ans ; je reconnais votre compétence ; mais il est une autre juridiction, c'est celle des hommes que leurs passions politiques n'aveuglent pas. (Exclamations.) Et maintenant, je crois qu'il ne reste plus rien des calomnies qui déshonorent mon nom.

M. DE CARAYON-LATOUR. Je ne viens pas répondre au cours de morale et de patriotisme que vous venez d'entendre. J'y viens pour un fait personnel.

J'ai en l'honneur de commander un bataillon de mobiles ; je vis en arrivant à Lyon le drapeau rouge flotter sur la préfecture ; dans le village où cantonnait mon bataillon, flottait aussi un drapeau rouge, quatre heures après il était enlevé. (Applaudissements.)

Les autorités de ce village devinrent les ennemies mortelles de mon bataillon, je dus prendre la défense de mes hommes, qui se conduisaient admirablement. Un rapport fut fait contre le bataillon à M. Challemlacour ; celui-ci l'avait renvoyé à M. le général Bressoles avec ces mots que j'ai vu moi-même : « Faites-moi fusiller tous ces gens-là ! » (Applaudissements à droite. Exclamations.)

M. CHALLEMEL-LACOUR. Ma mémoire n'a gardé absolument aucun souvenir de ce fait. (Bruyantes interruptions.)

Une voix. — Recueillez vos souvenirs.

M. CHALLEMEL-LACOUR. Quelles étaient les causes des démentis entre les autorités de ce village et les mobiles, quelles en furent les suites, je n'en sais rien. Je n'entends pas révoquer en doute les assertions si précises qui viennent d'être portées à cette tribune, mais il est impossible que cette mention ait existé, je ne me charge pas d'expliquer... (Exclamations.) — Le président a peine à rétablir le silence. Il faudrait que la pièce fût retrouvée. (Exclamations.)

Voix. — Puisque M. de Carayon-Latour vous l'affirme, cela suffit.

M. CHALLEMEL-LACOUR. Je m'étonne que cette pièce ait si vivement frappé l'attention (Exclamations), n'ait pas laissé de traces ; qu'on fasse une enquête, qu'on la produise et une explication favorable ou défavorable sera donnée. (Tumulte.) — La séance est interrompue pendant plusieurs minutes.

M. le COMTE RAMPON s'approche de la tribune et interpelle vivement l'orateur. — Si vous avez fait cela — ce serait misérable.

Le fait a de la gravité s'il est interprété comme on l'interprète (Exclamations), il devrait avoir figuré dans les dépositions de celui qui en a été le principal témoin.

M. le général Bressoles ne doit pas l'avoir oublié ; il ne doit pas avoir perdu cette lettre. J'attends donc le résultat de l'enquête, je l'attends avec tranquillité.

M. DAGUILLON-LAVAL. Je viens affirmer que je tiens du général Bressoles que l'ordre dont il s'agit a été entre ses mains et lui a été envoyé.

La séance est levée.

La neige a fait sérieusement son apparition à Paris le 30 janvier. Pendant quelques heures, les toits ont même été couverts d'une couche blanche assez épaisse.

A Versailles et dans la campagne, la neige a tenu plus longtemps, et l'espèce de verglas formé par elle sur les rails a amené une certaine perturbation dans la marche des trains sur la ligne de l'Ouest.

Grande-Bretagne.

Le secrétaire du prince Napoléon a adressé au Times la note suivante :

« Le prince décline toute responsabilité des appréciations et déclarations politiques que les journaux pourraient lui prêter, et qui ne seraient pas signées de son nom. »

M. Bright vient d'annoncer à un de ses amis qu'il espère pouvoir prendre part aux travaux de la prochaine session du Parlement et qu'il réunira ses électeurs à la maison communale de Rochdale dès que sa santé lui permettra de reprendre la parole devant de vastes assemblées.

On voit toujours à l'horizon les bords des mûts du Northfleet. Jusqu'ici les plongeurs n'ont pu opérer, vu le temps agité et la glace, qui réduit sensiblement la longueur du séjour possible sous l'eau.

On a recueilli à Hasting une chaloupe peinte en blanc, supposée provenir du Northfleet ou du navire abordeur, ainsi qu'une caisse appartenant à George Clark, un des survivants. Le Valskier, parti de la Tamise peu avant le désastre, et en réparation au Havre, est soupçonné d'être l'auteur de la catastrophe.

La correspondance télégraphique du Globe contient ce qui suit :

« M. Brogden, membre du Parlement, revient du Galles aujourd'hui pour établir les bases d'un compromis entre les ouvriers et les maîtres. »

Dans le Monmouthshire on a eu recours à l'intimidation. Deux lettres de menaces ont été

adressées par des unionistes inconnus à des non-unionistes qui travaillent dans les fosses de Blacynaw. Voici le contenu littéral de ces lettres, dont l'écriture est manifestement déguisée :

« I. A. M. Morgan, Buter-row, Blacynaw. « Attention ! les « jantes-noires » (black-legs). »

« Monsieur, — nous vous envoyons ces quelques lignes pour vous dire de cesser le travail le plus tôt possible. Pensez-vous qu'il soit juste que vous travailliez quand vous nous voyez arpentant les chemins mourant de faim ? »

« Nous irons vous visiter un de ces soirs et vous donner le ton ; » et peut-être nous prendrons quelques-uns de ces porcs que vous avez chez vous, quelque chose même de plus. »

« Dites cela aux autres « jantes-noires », s'il vous plaît. Il y aura bien une soixantaine de nous qui iront vous visiter un de ces soirs. — A vous. »

« P. UPSTRAIGHT. »

« II. A. M. Job Chalender, Upper-New-Bank, Blacynaw. »

« Du sang ! du sang ! du sang ! »

« Mets ta maison en ordre, car il s'agit pour toi de mourir, et non pas de vivre. »

L'attorney général a rempli la mission dont l'avait chargé, il y a peu de jours, le président du tribunal du Banc de la Reine, à propos de ce qui s'était dit dans un meeting organisé à Brighton par « sir Roger Tichborne » le résultat de son enquête a eu pour conséquence la mise en accusation du prétendant et de son ami M. Skipworth, de Caistov, du chef d'outrage envers la justice.

M. Skipworth, ainsi que le constate la sténographie de son discours, a dit dans ce meeting qu'il avait assisté, le matin, au procès fait à MM. Onslow et Whalley ; que ce procès n'était autre chose, au fond, qu'une antienne portée aux droits et aux libertés du peuple ; qu'il visait à enlever à un homme injustement accusé tous les amis en position de le défendre et que la justice prouvait, par la conduite qu'elle tenait en cette circonstance, qu'il y avait pris chez elle de perdre sir Roger Tichborne.

M. Hawkins, le fonctionnaire légiste chargé des poursuites dans l'affaire du prétendant, a ajouté que le langage de ce dernier avait été plus violent encore, mais qu'il s'était abstenu de solliciter l'autorisation de diriger de ce chef de nouvelles poursuites contre le prétendu sir Roger, afin de ne pas fournir des armes à la malveillance qui soutient que la justice cherche à enlever à cet accusé tous les moyens de préparer sa défense.

L'arrêt rendu par le lord chief-justice a décidé que le prétendant, ainsi bien que M. Skipworth, qui appartient à la magistrature en sa qualité de juge de paix dans le Lincolnshire, sera cité à comparaître à la barre du tribunal, à l'audience de mercredi, pour y répondre de sa conduite.

Depuis quelque temps, il est de nouveau question de la translation du bel obélisque dit l'Aiguille de Cléopâtre, d'Alexandrie, au nouveau quai de la Tamise à Londres. Cette question date du commencement de ce siècle, et elle aurait dû être résolue peu de temps après le transfert du fameux obélisque de Luxor, qui fait aujourd'hui l'ornement de la place de la Concorde à Paris. M. John Dixon, qui construit en ce moment un pont en fer à travers le Nil, dit qu'ayant examiné attentivement la position de ce monolithe et inspecté minutieusement la côte la plus rapprochée de la mer, il a trouvé que le terrain ne présentait aucun obstacle pour la translation et que l'obélisque pourrait facilement être embarqué, transporté en Angleterre et érigé sur le dit quai avec une dépense de seulement 15,000 liv. st., somme qui, de l'avis de M. Dixon, est plus que modique pour l'acquisition d'un si beau et si ancien monument.

Le bilan hebdomadaire de la Banque d'Angleterre constate les résultats suivants à la date du 23 janvier :

Augmentation : sur la réserve totale (billets et numéraire), 569,256 liv. st. ; sur le numéraire, 284,581 liv. st. ; sur les effets escomptés, 421,062 liv. st. ; sur le compte du trésor, 2,333,622 liv. st. ; sur les billets en réserve, 451,045 liv. st. — Diminution : sur les billets en circulation, 284,675 liv. st. ; sur les comptes particuliers, 1,053,603 liv. st.

Italie.

L'Italie affirme que le pape aurait donné l'ordre de faire au palais pontifical de Castel Gandolfo des travaux d'aménagement, en vue de l'affecter aux religieux qui seraient obligés de quitter leur couvent par suite de l'application de la nouvelle loi sur les ordres religieux.

Il paraît même que ces travaux seraient commencés depuis quelque temps.

La Chambre des Députés s'est occupée, au début de la séance du 28, de l'ordre du jour présenté par la commission du budget des travaux publics. Le ministre, ayant accepté l'invitation formulée par la commission relativement à la présentation d'un projet de loi sur la surveillance des chemins de fer, l'incident a été vidé.

L'honorable Ercole a développé son interrogation au ministre de l'intérieur, relativement au privilège des insertions judiciaires accordé à un journal de la province d'Alexandrie.

Le président du conseil a répondu.

Il a été décidé que la proposition formulée par l'honorable Ercole serait discutée après les projets de loi déclarés urgents.

L'honorable Lazzaro a développé ensuite son interrogation au ministre de l'intérieur relativement à des délibérations de conseils provinciaux et communaux.

L'honorable président du conseil a également répondu à cette question, qui a donné lieu à un débat assez animé, mais sans qu'aucune décision ait été prise.

La Chambre a entamé enfin la discussion du budget de l'instruction publique. L'honorable Morpurgo a prononcé un discours qui a été écouté avec beaucoup d'attention.

La Gazette officielle du 25 publie un décret royal en date du 26 janvier prononçant l'expropriation pour cause d'utilité publique des immeubles ci-après désignés, appartenant à des corporations religieuses :

1° La partie du couvent de Santa Maria sopra Minerva (pères dominicains) actuellement occupée à titre de location par le ministère des finances.

2° Le terrain non construit dépendant du couvent de Santa Maria della Concezione (pères capucins).

3° Le couvent de Santa Maria della Vittoria (carmes déchaussés).

4° Couvent de Sant'Antonio di Padova (pères des missions).

5° Maison des jésuites à Sant'Eusebio, rue Santa Bibiana.

6° Monastère de Santa Maria del Monti ou de la SS. Annunziata, place du Grillo.

7° Monastère de San Giacomo e Santa Maria Maddalena, à la Longara.

8° Monastère de Santa Susanna, rue Venti Settembre (seurs cisterciennes).

9° Monastère de Santa Caterina da Siena, rue Magnanopoli (seurs dominicaines).

10° Partie du monastère de San Silvestro e Stefano in Capite (seurs Clarisses).

11° Partie du monastère de San Norberto, rue des Quattro Fontane (seurs de charité de N. S. au Calvaire).

12° Monastère de Santa Maria addolorata (seurs dites les Mantellate.)

13° Monastère de Santa Maria Regina Coeli (seurs carmélites déchaussées).

14° Partie du monastère de San Lorenzo in Panisperna (seurs de Sainte-Claire).

15° La partie du couvent de San Callisto (moines du Mont-Cassin) actuellement occupée par l'administration militaire et les terrains dépendants du couvent.

16° La partie du couvent de San Romualdo (moines camaldules) actuellement occupée par l'administration militaire.

Le comité privé a clos le 28 la discussion générale du projet de loi sur le recrutement de l'armée et a commencé l'examen des articles.

An cours de la discussion générale, l'honorable Araldi a proposé de fixer une fois pour toutes le contingent de la première catégorie à 75,000 hommes.

M. Tasca est revenu de nouveau sur les idées qu'il avait déjà émises : celle de définir les attributions de la garde nationale et celle d'instruire au maintien des armes tout le contingent de 18 à 20 ans.

M. Alvisi a proposé de frapper d'une taxe tous ceux qui jouissent de l'exemption du service militaire.

L'honorable Nicotera s'est prononcé pour la suppression de la garde nationale.

M. Alvisi a insisté sur sa proposition tendant à appeler sous les armes tout le contingent de la levée.

Le ministre de la guerre a ensuite pris la parole et déclaré qu'il présenterait un nouveau projet sur l'organisation du contingent de 3^e catégorie, aussitôt que les circonstances en feront sentir le besoin ; qu'il examinerait la proposition de l'honorable Alvisi ; qu'il partagerait l'opinion de M. Tasca sur l'instruction préventive, qu'il ne pouvait pas promettre d'anticiper les congés ; que si la Chambre fixait dès à présent le contingent, il s'inclinerait devant sa décision, et enfin qu'il ne pourrait pas admettre l'appel de tout le contingent.

Le comité a ensuite ouvert la discussion sur l'article 1^{er}. M. Branca a parlé longuement à l'objet d'appuyer l'amendement proposé par lui, tendant à conserver les exemptions établies par la loi, en leur donnant toutefois une plus grande étendue.

Suisse.

La conférence des Etats diocésains de l'évêché de Bâle (moins Lucerne et Zoug) propose, aux gouvernements intéressés, pour les fonctions d'administrateur intérimaire du diocèse le prévôt Fiala (Soleure), le chanoine Dietschy (Soleure), ou le chanoine Schtrich (Lucerne).

On suppose que M^r Lachat se retirera à Lucerne et que ce canton ainsi que celui de Zoug formeront un nouveau diocèse.

Les Basler Nachrichten s'expriment comme suit sur ce litige :

« Il y aurait donc en somme un schisme, et il est bien certain que se seront les allures usurpatrices et les intrigues de la curie romaine qui l'auront provoqué ; jamais idée de ce genre n'est surgie en Suisse sans la proclamation du dogme de l'infaillibilité du pape. Aujourd'hui que, sans consulter le moins du monde les fidèles, les princes et les puissants de l'Eglise catholique ont jugé bon d'aliéner tous les pouvoirs, toute l'autorité de cette Eglise, entre les mains du vieillard qui siège au Vatican, nul ne saurait s'étonner de voir la Suisse se refuser à reconnaître un état de choses qui est en flagrante contradiction à la fois avec son histoire et toutes les institutions qui caractérisent son existence propre. »

Espagne.

La reconnaissance du champ de bataille d'Yturrio, où a été battue la bande commandée par le curé Santa-Cruz, a amené la découverte de 47 morts.

On assure que le nombre des blessés est de 80 à 100.

Ce fait d'armes a produit une grande impression sur la population.

Beaucoup d'hommes, que les carlistes avaient emmenés, reviennent dans les villages.

Un meeting de propriétaires d'esclaves à la Havane s'est déclaré en faveur de l'abolition, à condition que des modifications soient apportées dans le mode d'indemnité.

DERNIÈRES NOUVELLES.

AUTRICHE-HONGRIE.

Les derniers bulletins de l'état de santé de S. M. l'Impératrice douairière Caroline-Augusta 30

